

QUI SONT LES PATRONS ? TELE EST LA QUESTION !

Saran, le 22 septembre 2026

Depuis quelques temps, nous assistons, dans certains secteurs de détention du CPOS, à une dégradation inquiétante des conditions de gestion et de sécurité. Une question s'impose désormais avec force : **qui commande réellement dans ces secteurs ?**

Le constat est là ! Certains Auxiliaires d'étage semblent avoir pris l'habitude de s'autoriser des comportements qui dépassent largement le cadre de leurs missions. **Menaces, intimidations, provocations, pressions exercées sur d'autres détenus, remise en cause de l'autorité des personnels de surveillance...** : les remontées de terrain sont de plus en plus préoccupantes.

Plus grave encore, cette situation en arrive à produire des conséquences concrètes sur la gestion de la détention. Des détenus doivent être **déplacés ou exfiltrés de leur bâtiment d'hébergement pour leur propre sécurité**, au lieu que l'ordre et la discipline soient rétablis là où ils sont nécessaires.

Est-ce cela, gérer une détention ?

Depuis quand l'administration accepte-t-elle que des personnes détenues imposent leur loi au sein des bâtiments ? Depuis quand doit-on déplacer ceux qui subissent des pressions plutôt que de traiter à la source les comportements qui les provoquent ? Depuis quand le squat par des auxis du bureau d'un responsable de bâtiment est un comportement acceptable ? ...

Le personnel de surveillance ne peut pas être réduit au rôle de spectateur. Nous refusons que **l'autorité des surveillants soit continuellement contestée, affaiblie ou contournée**. L'autorité en détention ne peut être à géométrie variable. Elle doit être clairement définie, assumée et soutenue par la hiérarchie.

Lorsque des Auxiliaires d'étage menacent, intimident ou exercent une influence incompatible avec leur statut, **la réponse de l'administration doit être immédiate et sans ambiguïté**. Il est temps de remettre chacun à sa place et surtout de rappeler une évidence : **dans un établissement pénitentiaire, ce ne sont pas les détenus qui font la loi**.

Nous demandons donc à la direction :

- De faire **PROMPTEMENT** toute la lumière sur les faits signalés ;
- De prendre au sérieux les remontées des personnels ;

- De rappeler clairement les limites et les missions des Auxiliaires d'étage ;
- De mettre fin à toute situation permettant à certains détenus d'exercer une autorité de fait sur leurs codétenus ou de contester celle des surveillants ;
- et surtout, de **rétablir une véritable chaîne d'autorité au sein des bâtiments.**

Car à force de laisser s'installer les dérives, **l'autorité s'effrite, la sécurité recule et le rapport de force s'inverse.**

Nous ne voulons pas d'une détention où les personnels doivent composer avec ceux qui cherchent à imposer leur propre loi.

Nous voulons une détention tenue.

Nous voulons des règles claires.

Nous voulons une autorité respectée.

Nous voulons que chacun sache enfin qui sont les patrons.

Et la réponse ne devrait pourtant souffrir d'aucune ambiguïté : ce sont les personnels pénitentiaires, dans le cadre de leurs missions et sous l'autorité de la direction, qui doivent garantir l'ordre et la sécurité. Il est temps que cela soit rappelé, fermement. IL FAUDRA DONC, POUR PLUSIEURS, ARRETER LES INDIGNATIONS A « GEOGRAPHIE » VARIABLE !

Angui ANASSE
Joseph PITA MUKUNA

